



CDEN 14 décembre 2015 Déclaration FSU

Madame l'Inspectrice d'Académie-DASEN, Monsieur le Préfet,
Mesdames, Messieurs,

À la suite des tragiques attentats du 13 novembre à Paris, le gouvernement français a décidé de prolonger l'état d'urgence pendant trois mois dans notre pays. Soit. Les établissements scolaires ont donc été destinataires de consignes de sécurité renforcée, ce que tout un chacun comprend aisément.

Toutefois, la FSU déplore que ces préconisations une fois encore dénotent une méconnaissance grave des réalités d'une école. En effet, elles sont impossibles à mettre en place : une directrice, un directeur d'école, sont avant tout des enseignants pas des policiers. Qui a pu imaginer qu'ils pourraient soumettre une personne à un contrôle d'identité ? Qui a pu imaginer qu'un « contrôle visuel » des sacs serait possible sans créer l'attroupement dont on nous dit qu'il doit être évité ?

Ces consignes en outre ont été communiquées aux écoles le vendredi soir, bien après la sortie des classes pour une mise en route le lundi matin.

Le SNUipp-FSU demande donc que des consignes en adéquation avec le principe de réalité soient communiquées aux écoles afin que les enseignants puissent assurer leurs missions dans la plus grande sérénité possible.

Avec leurs équipes, les directeurs se voient dans l'obligation d'organiser de nouveaux exercices de sécurité et PPMS. Le SNUipp demande que chaque directeur puisse bénéficier d'une journée de décharge exceptionnelle pour la mise en œuvre de ses nouvelles directives.

Notre responsabilité d'enseignants aujourd'hui est aussi de remettre au centre le rôle de l'École qui apprend aux élèves à refuser l'intolérance, la haine et la violence sous toutes leurs formes.

C'est la raison pour laquelle nous disons aujourd'hui à la ministre de l'Éducation nationale, au gouvernement et aux parlementaires, que l'une des réponses de la Nation sur le long terme doit être « plus d'école pour mieux d'école » ! Nous ne voulons pas seulement enseigner « les valeurs de la République » à nos élèves, nous voulons former des citoyens éclairés pour demain. L'enjeu est énorme, l'investissement de la Nation doit être à la hauteur.

Malheureusement, à l'heure du bilan de la rentrée, nous sommes loin du compte.

Le développement des sites bilingues alors même que les enseignants manquent (plus de cinquante contractuels) est une aberration. De plus, au vu du nombre d'élèves quittant le système avant l'heure, l'efficacité du dispositif mériterait à minima d'être interrogée.

Le SNUipp-FSU continue à condamner la réforme des rythmes et à demander la réécriture du décret. Notre administration de tutelle a beau s'évertuer à faire croire le contraire, chaque enseignant de ce pays et chaque élève le savent dans leur chair : cette réforme est désastreuse pour les rythmes de vie. Et ce n'est pas la méthode Coué qui les convaincra du contraire.

Les comités de suivi de cette réforme ont été abandonnés dans le Haut-Rhin. A ce jour, quel dispositif vous permettra-t-il de suivre les effets de la réforme sur les apprentissages des élèves ? Comment comptez-vous évaluer les effets de la réforme sur l'organisation du service public d'éducation ?

Le SNUipp-FSU rencontre, depuis la rentrée, des enseignants et des directeurs qui travaillent dans une cadence effrénée. Leurs conditions de travail dégradées et les effectifs pléthoriques de leurs classes contribuent fortement à leur épuisement. L'accumulation de stress et de fatigue conduit, dans de nombreuses circonscriptions, des collègues ou écoles entières au bord de la rupture.

Pour couronner l'ensemble, les collègues souffrent chaque jour de savoir qu'ils ne pourront que très difficilement être remplacés. Les équipes, les directeurs, les enfants pâtissent de cette pénurie de ZIL. La formation continue, déjà profondément rabetée, continue de jouer les variables d'ajustement : même le stage institutionnel de formation des directeurs a du être reporté. Le dispositif REP+ est lui aussi mis à mal par l'utilisation de certains brigadiers sur d'autres missions.

Depuis de trop nombreuses années les chiffres nous permettant de mesurer la situation réelle du terrain nous sont tus. Madame la DASEN, allez-vous travailler dans la transparence ?

Avec la FCPE, l'intersyndicale Sgen-Cfdt, SE-Unsa, SNUipp-FSU, SNUDI-Fo et Sud-Education appelle enseignants et parents à réagir et sera reçue dans vos bureaux demain.

Le SNUipp-FSU réédite une nouvelle fois sa demande urgente: ça ne peut plus durer ainsi, ouvrez la liste complémentaire du CRPE !

Le SNUipp-FSU prend note de l'augmentation quantitative de la prise en charge des élèves en situation de handicap. Toutefois, la question de la formation et de la qualification des AVS /AESH reste d'actualité. Leur temps de service réduit et leur rémunération ridicule ne leur permettent pas un train de vie raisonnable. Et au final, comme tout se met en place à moyens constants, les élèves arrivent dans des classes chargées dont les enseignants, non formés, feront ce qu'ils pourront. Peut-on considérer qu'il s'agit alors d'une inclusion de qualité ?

Le SNUipp-FSU vous demande, madame l'Inspectrice d'Académie, de prendre en compte, lors des opérations de carte scolaire à venir, tous ces élèves qui nécessitent une attention très particulière et dont la prise en charge exige beaucoup de temps de préparation, de réunions et d'auto-formation pour les enseignants.

Formation d'ailleurs toujours bafouée. Comme si enseigner n'était pas un métier, comme si la pédagogie se résumait à quelques ficelles, comme si transformer ses pratiques relevait du miracle.

Venons-en à la direction d'école.

La simplification des tâches administratives des directrices et directeurs d'école était l'un des engagements du chantier métier «direction d'école». Les travaux des groupes de travail départementaux devaient déboucher sur la mise en place d'un protocole simplifié dans chaque académie au plus tard fin septembre.

Quatre mois après la rentrée, nous constatons que l'engagement de la simplification n'est pas tenu. Pourtant, dans les écoles, les directrices et directeurs sont soumis à des sollicitations administratives toujours plus lourdes avec des délais toujours plus courts. En conséquence, comme elle l'avait annoncé à Madame la Ministre dans son courrier du 08 avril dernier, le SNUipp-FSU appelle les directrices et les directeurs à procéder eux-mêmes à la simplification.

Quelques mots également sur les RASED. Décimés, déstructurés, les réseaux ne sont plus en mesure d'intervenir partout où les élèves ont besoin d'aide. Nos collègues sont condamnés à courir et à saupoudrer les interventions ce qui met à mal leur conscience professionnelle et crée une grande souffrance au travail.

Notre École, malgré l'investissement de grande qualité de l'ensemble des personnels enseignants, n'a plus les moyens de répondre aux difficultés des élèves du XXIème siècle. Les actes terroristes du mois de janvier et ceux de novembre sont l'occasion dramatique de rappeler que les principes de la République ne suffisent pas. Leur défense quotidienne tout comme l'apprentissage du langage pour penser ainsi que l'acquisition des savoirs disciplinaires sont indispensables à la formation des citoyens. La FSU continue de porter l'ambition de la réussite pour tous. Des solutions existent, il manque juste le courage de décider de les mettre en œuvre. Au delà des annonces médiatiques, l'école doit redevenir un investissement d'avenir et non pas une charge pour la société.